

Grand-Duché de Luxembourg

# PARQUET GENERAL

CITE JUDICIAIRE

Not. 22646/22/CD  
Jugement n° 505/2024

Luxembourg, le 10 février 2025

## Avis de restitution

Il est porté à la connaissance de **Monsieur Dmitry Sergejevich KORZUKHIN**, que suite au jugement n° 505/2024 du 27 février 2024, le Parquet de Luxembourg tient à sa disposition le(s) objet(s) restitué(s) par la décision judiciaire référencée ci-avant.

Je vous prie de bien vouloir vous présenter - **du lundi au jeudi de 14.00 à 17.00 heures** - auprès du Parquet de Luxembourg, Cité Judiciaire, bâtiment PL, rez-de-chaussée, bureau PL.0.07 pour retirer ou faire retirer (muni d'une procuration) le(s) objet(s) en question.

Le présent avis vaut mise en demeure, conformément à l'article 32 du code pénal<sup>1</sup>.

A l'issue du délai de 6 mois à compter du cinquième jour de la publication du présent avis, le(s) objet(s) sera(ont) considéré(s) abandonné(s) au profit de l'Etat, conformément à l'article 32 du code pénal.

Gilles FABER  
secrétaire

Bureau des exécutions des confiscations

---

<sup>1</sup> Art. 32 (...) Il en est de même lorsque le propriétaire ou la personne à laquelle la restitution a été accordée ne réclame pas le bien dans un délai de six mois à compter d'une mise en demeure adressée à la dernière adresse connue (...).